

INTERVIEW D'EXPERT

« DES ENJEUX
D'ÉCHELLES »

PIERRE VELTZ

Chercheur, ingénieur, sociologue et économiste, spécialiste de l'organisation des entreprises et des dynamiques territoriales



Les collectivités territoriales affichent de plus en plus leur volonté d'être actrices de leur stratégie énergétique, que vous inspire cette tendance ?

« Jadis, chacun avait conscience du caractère éminemment local, concret, de l'énergie (bois, eau, vent...). Puis le XX^e siècle nous a amenés vers une perception de plus en plus « abstraite », avec la dissociation **croissante** entre les lieux de production et les contextes d'utilisation de l'énergie. Vue par les consommateurs, **la disponibilité paraissait à la fois infinie et indéfinie dans son origine**, un peu comme le cloud informatique aujourd'hui. La centralisation électrique française accentuait bien sûr ce caractère « abstrait ». La montée des EnR, très liées aux ressources locales, et celle des

problématiques de la sobriété, remettant le consommateur dans la position active, changent la donne. Et ce n'est pas seulement une évolution technique. **La volonté des territoires**, et des collectivités locales qui les représentent, de **retrouver un rôle plus actif** s'inscrit dans une tendance profonde de la société actuelle : face à un monde de plus en plus ouvert et imprévisible, il s'agit de **repandre la main, de limiter la dépendance** par rapport à des évolutions exogènes qu'on ne contrôle pas. D'où la puissance de l'idée d'autonomie, dans ce domaine comme dans d'autres, exprimant à la fois le besoin de protection et la volonté de recréer de la puissance d'action, de créer des « clairières » dans la jungle mondialisée, comme le dit le philosophe allemand Rüdiger Safranski. »

Dans ce contexte d'affirmation des collectivités, quel serait l'échelon territorial le plus pertinent ?

« Comme dans tous les sujets liés à l'environnement, **la question des échelles est la question centrale**, et en même temps la plus difficile, il faut **l'aborder avec pragmatisme**. La préférence pour le local ne doit pas devenir un dogme idéologique. Les diverses EnR n'ont pas le même rapport au territoire : certaines sont ultra-locales, d'autres moins. La chaleur est par nature un

sujet local, voire micro-local, alors qu'il y a des raisons puissantes de gérer l'électricité à échelle étendue (nationale et internationale), du moins tant que la question du stockage n'aura pas connu de bond technologique substantiel.

Quand on se préoccupe de la « bonne échelle », il faut savoir de quoi on parle : de technique, de régulation, de stratégie ou de gouvernance ? Les réponses peuvent être diverses. Techniquement, une bonne échelle est souvent le quartier ou un ensemble de quartiers. Stratégiquement, l'agglomération étendue est à mon avis très pertinente en ce sens qu'elle permet d'inscrire les choix énergétiques dans un contexte global où les sujets liés aux bâtiments sont interfacés avec les politiques de mobilité, d'aménagement, de gestion des déchets et d'économie circulaire, etc.

Ces échelons d'agglomérations sont aussi, sans doute, ceux qui sont les plus identitaires pour les habitants ; ils peuvent mobiliser plus facilement autour d'un projet d'innovation en suscitant un sentiment de fierté locale. La région et la nation sont des lieux naturels de définition et de mise en œuvre de règles communes. Et elles doivent jouer le rôle clé dans la promotion du volet industriel de la transition énergétique, volet essentiel toujours minoré en France. »